

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 30.827/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 30.827/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 24 octobre 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à la procédure d'approbation des systèmes de protection de valeurs", a donné le 6 décembre 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 oktober 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende de goedkeuringsprocedure van de beveiligingssystemen van waarden", heeft op 6 december 2000 het volgende advies gegeven :

Observation générale

Le projet d'arrêté ministériel trouve son fondement dans l'arrêté royal du 15 février 1999 réglant certaines méthodes de protection du transport de valeurs, pris en vertu de l'article 8, § 5, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

L'article 25 de l'arrêté royal précité dispose, en effet, en ses paragraphes 2 et 3 :

"§ 2. Les systèmes de protection visés au chapitre II du présent arrêté sont préalablement approuvés par le Ministre de l'Intérieur, après avis de cette Commission (relative au transport de valeurs).

§ 3. Notre Ministre de l'Intérieur arrête la procédure d'approbation visée au présent article."

En vertu de l'article 25, § 2, de l'arrêté royal précité, la commission relative au transport de valeurs a pour mission de donner un avis au ministre avant que celui-ci n'approuve les systèmes de protection de valeurs. Le ministre n'est pas tenu de suivre cet avis.

Le projet attribue à la commission des missions qui dépassent celle prévue à l'article 25, § 2, de l'arrêté royal du 15 février 1999 précité.

a) En vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 1er, du projet, ce n'est que lorsque la commission estime que le système de protection des valeurs et ses composants répondent à la philosophie de base et à l'ensemble des conditions

.../...

fixées dans l'arrêté royal du 15 février 1999 précité, que ce système est soumis au test de dépréciation. Or, il résulte du projet et, notamment, de son article 7, que le test de dépréciation est une étape obligée de la procédure d'approbation. Dès lors, en permettant à la commission de sélectionner les systèmes de protection de valeurs qui seront soumis au test de dépréciation, le projet donne à cette dernière un pouvoir de décision qui excède le pouvoir d'avis prévu par l'arrêté royal du 15 février 1999 précité.

b) En vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 1er, dernière phrase, du projet, la commission détermine les modalités selon lesquelles se déroulent les tests de dépréciation effectués par la Banque nationale de Belgique. Un tel pouvoir réglementaire n'est nullement prévu par l'article 25, § 2, de l'arrêté royal du 15 février 1999 précité.

Tout au plus, le projet pourrait-il prévoir qu'avant de donner son avis, la commission peut procéder ou faire procéder aux tests qu'elle juge nécessaires.

c) L'article 10 du projet dispose qu'en cas de modification apportée à un système de protection de valeurs approuvé, la commission juge si ce système doit être soumis à de nouveaux tests et s'il est couvert par le certificat d'approbation initial. Ces décisions doivent être confiées au ministre et non à la commission.

.../...

Observations particulières

Préambule

1. Le préambule d'un arrêté ministériel qui trouve son fondement direct dans un arrêté royal qui, lui-même, se fonde sur une loi, doit viser à la fois cette loi et cet arrêté royal.

Il y a lieu, dès lors, de viser également, dans le préambule, "la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, notamment l'article 8, § 5, alinéa 1er."

2. A l'alinéa 1er - qui deviendra l'alinéa 2 -, il y a lieu, par souci de précision, de viser "notamment l'article 25, § 3". En effet, ce paragraphe contient l'habilitation donnée au ministre de l'Intérieur.

3. La mention dans le préambule, conformément à l'usage et à l'article 12 de la directive 98/34/CE, du respect de l'obligation d'information prévue par la directive citée, étant déjà faite dans le deuxième visa, le dernier visa relatif à la notification à la Commission européenne sera omis.

.../...

Dispositif

Article 1er

1. Au premier tiret, devenant 1°, le mot "méthodes" doit être omis.

2. Au troisième tiret, devenant 3°, il suffit d'écrire : "système de protection : le système défini à l'article 1er, 9°, du même arrêté royal;".

3. Au quatrième tiret, devenant 4°, on écrira : "conteneur : le récipient visé à l'article 1er, 13°, du même arrêté royal.".

Article 2

Les mots "visé à l'article 1er" doivent être omis.

Article 3

De même, les mots "visée à l'article 2" seront omis.

.../...

Article 4

1. L'alinéa 1er mentionne un laboratoire "spécialisé et neutre". Il appartient à l'auteur du projet de préciser ce qu'il entend par cette expression.

2. Par ailleurs, cet alinéa dispose que les tests "reposent au moins sur la liste des points à vérifier, détaillés dans l'annexe du présent arrêté".

Sont joints au projet, une annexe intitulée "Liste des points à vérifier" ainsi qu'un autre document, non autrement précisé, intitulé "Note technique". En vertu de son alinéa 1er, cette note "décrit les essais et les méthodes d'essai auxquels le conteneur et ses composants doivent au minimum satisfaire".

Si l'auteur du projet entend rendre cette note obligatoire pour les tests visés à l'article 3, 3°, il lui appartient de l'intégrer dans l'annexe - ou d'en faire une annexe 2 - et d'y faire référence à l'article 4 du projet.

On écrira ainsi :

"Art. 4. Les tests visés ... et portent sur les points détaillés dans l'annexe du présent arrêté."

.../...

Article 5

En vertu de l'article 30 de la Constitution :

"L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.".

L'article 41 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, dispose que les services centraux utilisent dans leurs rapports avec les particuliers celle des trois langues - c'est-à-dire, le français, le néerlandais, l'allemand - dont ces particuliers ont fait usage. Ils répondent, cependant, aux entreprises privées établies dans une commune sans régime spécial de la région de langue française ou de langue néerlandaise dans la langue de cette région.

L'article 5 sera, dès lors, omis.

Article 6

1. L'article 6, § 1er, alinéa 1er, dispose que le test de dépréciation est effectué après que la commission a estimé que le système et ses composants répondent à la philosophie de base et à l'ensemble des conditions fixées dans l'arrêté royal du 15 février 1999 précité.

Il est renvoyé à l'observation générale.

.../...

En outre, la capacité de neutralisation du système de protection de valeurs est une condition déjà prévue par l'arrêté royal du 15 février 1999 précité, dont l'article 4, § 2, précise que le conteneur doit être capable de déclencher un mécanisme détruisant les valeurs ou les rendant impropres à l'usage. Or, tel qu'il est rédigé, l'article paraît en faire une condition supplémentaire. Par ailleurs, la notion de "philosophie de base" n'est pas suffisamment précise et sera omise.

2. L'article 6, § 1er, alinéa 1er, du projet dispose que c'est la Banque nationale de Belgique qui effectue le test de dépréciation.

L'article 10 de la loi du 22 février 1998 "fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique" dispose que :

"La Banque peut, aux conditions déterminées par ou en vertu de la loi, et sous réserve de leur compatibilité avec les missions relevant du SEBC, être chargée de l'exécution de missions d'intérêt public."

Les mots "en vertu de la loi" visent le cas d'une habilitation contenue dans la loi. Or, en l'espèce, ni la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, ni même l'arrêté royal du 15 février 1999 précité ne prévoient la possibilité de confier une mission à la Banque nationale.

.../...

Il en résulte que le projet ne peut confier la mission d'effectuer le test de neutralisation à la Banque nationale.

3. L'article 6, § 1er, alinéa 1er, précise que :

"Le pourcentage minimum requis de neutralisation est communiqué par le Ministère de l'Intérieur, avant l'exécution des tests de neutralisation, mais après la réalisation des tests généraux prévus dans la notice technique en annexe.".

Cette disposition semble impliquer que le ministre de l'Intérieur (et non, comme indiqué, le ministère de l'Intérieur) pourrait fixer un pourcentage différent de neutralisation pour chaque système examiné. Le Conseil d'Etat aperçoit mal ce qui pourrait justifier ces différences de pourcentage au regard des articles 10 et 11 de la Constitution. Tout au plus, pourrait-on éventuellement admettre que, pour des raisons techniques et en fonction de caractéristiques objectives, par exemple la quantité de billets transportés, le pourcentage de neutralisation puisse varier. Comme il pourrait être dangereux pour la sécurité de publier ces pourcentages, il est suggéré de ne prévoir, dans le projet, aucune règle au sujet des pourcentages de neutralisation et de laisser au ministre le soin d'apprécier, lors de chaque procédure d'approbation, si la condition prévue à l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 15 février 1999 est remplie.

.../...

Par ailleurs il n'apparaît pas clairement si les "tests généraux" sont ceux visés à l'article 3, 3°, et si la "notice technique en annexe" est la "note technique" jointe au dossier et qui, comme déjà indiqué, ne constitue pas formellement une annexe.

4. L'article 6, § 1er, alinéa 2, dispose que :

"Le fabricant (et non "fabriquant") d'un système de protection faisant usage de produits pouvant se révéler toxiques doit, préalablement à l'exécution des tests de neutralisation, transmettre un échantillon et une fiche technique de chacun des composants du produit à la Banque nationale de Belgique et à l'Institut national de criminalistique ...".

La mention de la "Banque nationale de Belgique" doit être omise pour la raison indiquée sous 2.

Dès lors que cette disposition semble motivée par le souci de protéger la santé des personnes qui effectuent le test de dépréciation (1) et non par des raisons liées à la recherche des infractions, le Conseil d'Etat aperçoit mal pour quelle raison faire intervenir l'Institut national de criminalistique.

(1) et non de neutralisation. Voir article 6, § 1er.

5. Le paragraphe 2 dispose que :

"La commission peut à tout moment soumettre ou faire soumettre le système et ses composants à des tests complémentaires ...".

Par souci de précision, il y a lieu de remplacer les mots "à tout moment" par les mots "à tout moment de la procédure d'approbation". En effet, les mots "à tout moment" pourraient laisser croire que la commission peut intervenir d'initiative, même après que le ministre a approuvé un système.

Article 8

1. En disposant que "le ministre de l'Intérieur peut toujours soumettre l'approbation à des conditions spécifiques d'utilisation", l'article 8, § 2, excède l'habilitation contenue à l'article 25, § 3, de l'arrêté royal du 15 février 1999 précité qui ne vise que la procédure d'approbation et non les conditions, générales ou particulières, de l'approbation.

2. Le paragraphe 4 dispose que le certificat d'approbation est valable pour une durée de cinq ans. L'article 2 fait état d'une demande de prorogation de l'approbation. Le texte en projet reste, cependant, en défaut de prévoir selon quelle procédure la prorogation est octroyée.

.../...

Article 9

1. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il y a lieu de prévoir que les tests visés à l'article 9 sont effectués aux frais de l'entreprise de sécurité.

2. Le paragraphe 1er dispose que le ministre de l'Intérieur peut retirer l'approbation des systèmes de protection de valeurs qui ne satisfont plus aux conditions déterminées par l'arrêté royal du 15 février 1999 précité.

Il convient de prévoir, préalablement à ce retrait, l'audition d'un représentant de la société de gardiennage.

3. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison le paragraphe 1er, alinéa 2, fait mention d'un "laboratoire agréé en Belgique", alors que le paragraphe 2 mentionne "un laboratoire neutre et spécialisé". Il faut uniformiser la terminologie.

Article 14

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés. L'article 14 sera, dès lors, omis.

.../...

Observations finales

1. Le recours à des tirets est à éviter, l'identification des dispositions qu'ils renferment étant malaisée lors de modifications éventuelles.

L'article 1er sera donc divisé en 1°, 2°, ...

2. Le titre du ministre ne doit pas être reproduit avant la signature, celui-ci figurant en tête de l'arrêté ministériel. Ce titre sera omis.

3. Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines suggestions à ce sujet sont formulées dans la version néerlandaise du présent avis.

Algemene opmerking

Het ontwerp van ministerieel besluit ontleent zijn rechtsgrond aan het koninklijk besluit van 15 februari 1999 houdende regeling van bepaalde methodes ter beveiliging van waardevervoer, uitgevaardigd krachtens artikel 8, § 5, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

Artikel 25, §§ 2 en 3, van het genoemde koninklijk besluit bepaalt immers het volgende :

"§ 2. De beveiligingssystemen bedoeld in hoofdstuk II van dit besluit worden vooraf goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken na advies van deze Commissie (betreffende het waardevervoer).

§ 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken stelt de goedkeuringsprocedure, bedoeld in § 2 van dit artikel, vast."

Krachtens artikel 25, § 2, van het genoemde koninklijk besluit heeft de commissie betreffende het waardevervoer tot taak een advies uit te brengen aan de minister voordat deze de systemen voor de beveiliging van waarden goedkeurt. De minister is niet verplicht dat advies te volgen.

Bij het ontwerp worden aan de commissie taken toegekend die verder gaan dan de taak waarin artikel 25, § 2, van het genoemde koninklijk besluit van 15 februari 1999 voorziet.

.../...

a) Krachtens artikel 6, § 1, eerste lid, van het ontwerp wordt er met het systeem voor de beveiliging van waarden pas een ontwaardingstest uitgevoerd wanneer de commissie van oordeel is dat het betrokken systeem en de bestanddelen ervan beantwoorden aan de basisfilosofie en het geheel van voorwaarden vastgelegd in het genoemde koninklijk besluit van 15 februari 1999. Uit het ontwerp, en inzonderheid uit artikel 7 ervan, blijkt echter dat de ontwaardingstest een verplichte stap is in de goedkeuringsprocedure. Door te bepalen dat de commissie de systemen voor de beveiliging van waarden waarmee een ontwaardigingstest wordt uitgevoerd kan selecteren, verleent het ontwerp laatstgenoemde commissie een beslissingsbevoegdheid die verder gaat dan de adviesbevoegdheid waarin het genoemde koninklijk besluit van 15 februari 1999 voorziet.

b) Krachtens artikel 6, § 1, eerste lid, laatste zin, van het ontwerp bepaalt de commissie de wijze waarop de ontwaardingstests uitgevoerd worden door de Nationale Bank van België. In artikel 25, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 februari 1999 is geen sprake van zulk een verordeningsbevoegdheid.

Het ontwerp zou ten hoogste kunnen bepalen dat de commissie, voordat ze haar advies uitbrengt, de tests die ze nodig acht kan verrichten of kan laten verrichten.

c) Artikel 10 van het ontwerp bepaalt dat wanneer een wijziging is aangebracht aan een systeem voor de beveiliging van waarden dat reeds is goedgekeurd, de

.../...

commissie oordeelt of dat systeem opnieuw getest moet worden en of het oorspronkelijke goedkeuringscertificaat ook geldt voor het gewijzigde systeem. Die beslissingen moeten toevertrouwd worden aan de minister, en niet aan de commissie.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De aanhef van een ministerieel besluit dat rechtstreeks steunt op een koninklijk besluit dat zelf op een wet steunt, moet zowel die wet als dat koninklijk besluit vermelden.

In de aanhef behoort bijgevolg een lid te worden ingevoegd dat luidt als volgt :

"Gelet op wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op artikel 8, § 5, eerste lid;".

2. In het eerste lid - dat het tweede lid wordt - behoort ter wille van de nauwkeurigheid te worden geschreven : "inzonderheid op artikel 25, § 3". Het is immers bij die paragraaf dat de machtiging wordt verleend aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

.../...

3. Aangezien de gebruikelijke vermelding in de aanhef, overeenkomstig artikel 12 van richtlijn 98/34/EG, dat de in die richtlijn vastgestelde informatieplicht in acht is genomen, reeds is gedaan in het tweede lid, moet het laatste lid, dat de notificatie aan de Europese Commissie betreft, vervallen.

Dispositief

Artikel 1

1. In het eerste streepje, dat 1° wordt, moet het woord "methodes" vervallen. Men schrijve voorts "... ter beveiliging van waardevervoer;".

2. In het derde streepje, dat 3° wordt, kan ermee worden volstaan te schrijven : "beveiligingssysteem : het systeem gedefinieerd in artikel 1, 9°, van hetzelfde koninklijk besluit;".

3. In het vierde streepje, dat 4° wordt, schrijve men : "container : het recipiënt genoemd in artikel 1, 13°, van hetzelfde koninklijk besluit.".

.../...

Artikel 2

De woorden "in artikel 1 geïmplementeerd" moeten vervallen.

Artikel 3

Zo ook moeten de woorden "in artikel 2 bedoelde" vervallen.

Artikel 4

1. In het eerste lid is er sprake van een "gespecialiseerd en neutraal laboratorium". De steller van het ontwerp behoort nader aan te geven wat hij onder die uitdrukking verstaat.

2. Bovendien bepaalt dit lid dat de tests "minstens berusten op de lijst met te verifiëren punten, gedetailleerd in de bijlage bij dit besluit".

Bij het ontwerp zijn een bijlage met als opschrift "Lijst met de te verifiëren punten", en een ander, niet nader gepreciseerd stuk met als opschrift "Technische nota" gevoegd. Krachtens de eerste alinea van die nota beschrijft deze "de proeven en de proefmethoden waaraan de container en zijn componenten minimaal moeten voldoen".

.../...

Indien de steller van het ontwerp wil dat die nota verplicht wordt gevolgd bij de in artikel 3, 3°, bedoelde tests, moet hij die nota opnemen in de bijlage - of er een bijlage 2 van maken - en daarnaar verwijzen in artikel 4 van het ontwerp.

Men schrijve bijgevolg :

"Art. 4. De tests bedoeld in ... en hebben betrekking op de punten die nader zijn omschreven in de bijlage bij dit besluit.".

Artikel 5

Artikel 30 van de Grondwet bepaalt :

"Het gebruik van de in België gesproken talen is vrij; het kan niet worden geregeld dan door de wet en alleen voor handelingen van het openbaar gezag en voor gerechtszaken.".

Artikel 41 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, bepaalt dat de centrale diensten voor hun betrekkingen met de particulieren gebruik maken van die van de drie talen - namelijk het Nederlands, het Frans of het Duits - waarvan de betrokkenen zich hebben bediend. Aan de private bedrijven die gevestigd zijn in een gemeente zonder speciale regeling uit het Nederlandse of uit het Franse taalgebied, wordt echter in de taal van dat gebied geantwoord.

Artikel 5 moet dus vervallen.

.../...

Artikel 6

1. Artikel 6, § 1, eerste lid, bepaalt dat de ontwaardingstest wordt uitgevoerd nadat de commissie heeft geoordeeld dat het systeem en de bestanddelen ervan beantwoorden aan de basisfilosofie en het geheel van de voorwaarden vastgelegd in het voornoemde koninklijk besluit van 15 februari 1999.

Hieromtrent verwijst de afdeling wetgeving naar de algemene opmerking.

Bovendien wordt de mogelijkheid in het systeem voor de beveiliging van waarden om diezelfde waarden te neutraliseren al als voorwaarde gesteld in het genoemde koninklijk besluit van 15 februari 1999, waarvan artikel 4, § 2, preciseert dat de container in staat moet zijn een mechanisme in werking te stellen dat de waarden vernietigt of ongeschikt maakt voor gebruik. Volgens de redactie van het artikel lijkt dat echter een aanvullende voorwaarde te vormen. Bovendien is het begrip "basisfilosofie" onvoldoende duidelijk en moet het vervallen.

2. Artikel 6, § 1, eerste lid, van het ontwerp bepaalt dat de ontwaardingstest door de Nationale Bank van België wordt uitgevoerd.

Artikel 10 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België bepaalt :

.../...

"De Bank mag, onder de voorwaarden door of krachtens de wet bepaald en onder voorbehoud van hun verenigbaarheid met de taken die van het ESCB afhangen, belast worden met opdrachten van algemeen belang."

De woorden "krachtens de wet" hebben betrekking op het geval dat in de wet een machtiging is vervat. In casu voorziet de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten echter net zo min als het koninklijk besluit van 15 februari 1999 in de mogelijkheid om aan de Nationale Bank een taak toe te vertrouwen.

Bijgevolg kan in het ontwerp aan de Nationale Bank niet de taak worden toegewezen om de neutralisatietest uit te voeren.

3. In artikel 6, § 1, eerste lid, staat :

"De minimumvereisten m.b.t. het neutralisatiepercentage worden bekendgemaakt op het Ministerie van Binnenlandse Zaken, net voor het afleggen van de neutralisatietests, maar na het doorstaan van de algemene tests zoals voorzien in de technische nota in bijlage."

Deze bepaling lijkt te impliceren dat de Minister van Binnenlandse Zaken (en niet, zoals aangegeven, het Ministerie van Binnenlandse Zaken) voor elk onderzocht systeem een ander neutralisatiepercentage kan vaststellen. Het is de Raad van State niet duidelijk hoe die verschillende percentages te rijmen vallen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Hooguit zou er eventueel

.../...

kunnen worden van uitgegaan dat het neutralisatiepercentage om technische redenen en op basis van objectieve kenmerken, zoals bijvoorbeeld het aantal vervoerde biljetten, zou kunnen schommelen. Aangezien het om veiligheidsredenen wellicht verkieslijk is die percentages niet bekend te maken, wordt voorgesteld in het ontwerp geen enkele regel voor de neutralisatiepercentages te bepalen en de minister bij elke goedkeuringsprocedure te laten oordelen of aan de voorwaarde van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 15 februari 1999 is voldaan.

Bovendien komt niet duidelijk tot uiting of met "algemene tests" de tests worden bedoeld waarvan sprake is in artikel 3, 3°, noch of "de technische nota in bijlage" op de "technische nota" slaat die bij het dossier is gevoegd en die, zoals reeds is opgemerkt, formeel gezien niet echt een bijlage vormt.

4. Artikel 6, § 1, tweede lid, bepaalt :

"De producent van het beveiligingssysteem dient, zo het een systeem betreft waarbij producten gebruikt worden die toxisch kunnen zijn, voorafgaandelijk aan het afnemen van de neutralisatietests, een monster van het product en een technische fiche van al de componenten van dit product over te maken aan de Nationale Bank van België en aan het Nationaal Instituut voor Criminalistiek ...".

Om de reden die onder punt 2 wordt opgegeven, moet de vermelding van de "Nationale Bank van België" vervallen.

.../...

Aangezien deze bepaling bedoeld lijkt om de gezondheid te beschermen van degenen die de ontwaardingstest (1) uitvoeren en niet lijkt te zijn ingevoegd met het oog op het opsporen van strafbare feiten, ziet de Raad van State niet goed in waarom het Nationaal Instituut voor Criminalistiek erbij wordt betrokken.

5. Paragraaf 2 bepaalt:

"De commissie kan op ieder ogenblik het systeem en de bestanddelen ervan (...) onderwerpen (...) aan bijkomende tests ...".

Voor alle duidelijkheid moeten de woorden "op ieder ogenblik" worden vervangen door de woorden "op elk ogenblik van de goedkeuringsprocedure". De woorden "op ieder ogenblik" zouden immers de indruk kunnen wekken dat de commissie op eigen initiatief kan optreden, zelfs nadat de minister een systeem heeft goedgekeurd.

Artikel 8

1. Doordat artikel 8, § 2, bepaalt dat de Minister van Binnenlandse Zaken de goedkeuring steeds "aan specifieke gebruikersvoorwaarden (kan) onderwerpen", reikt het verder dan de bevoegdheid die in artikel 25, § 3, van het genoemde koninklijk besluit van 15 februari 1999 is vervat en die alleen betrekking heeft op de goedkeuringsprocedure, doch niet op de algemene of bijzondere goedkeuringsvoorwaarden.

(1) Niet een "neutralisatietest". Zie artikel 6, § 1.

2. Paragraaf 4 bepaalt dat het goedkeuringscertificaat vijf jaar geldig is. In artikel 2 is sprake van een aanvraag tot verlenging van de goedkeuring. In het ontwerp wordt evenwel nergens bepaald volgens welke procedure de verlenging wordt toegekend.

Artikel 9

1. De gemachtigde ambtenaar is het erover eens dat moet worden bepaald dat de in artikel 9 bedoelde tests op kosten van de beveiligingsonderneming worden uitgevoerd.

2. Paragraaf 1 bepaalt dat de Minister van Binnenlandse Zaken de goedkeuring kan intrekken van de systemen voor de beveiliging van waarden die niet meer aan de voorwaarden van het genoemde koninklijk besluit van 15 februari 1999 voldoen.

Er moet worden bepaald dat een vertegenwoordiger van de bewakingsonderneming moet worden gehoord voordat de goedkeuring wordt ingetrokken.

3. De Raad van State ziet niet in waarom in paragraaf 1, tweede lid, gewag wordt gemaakt van een "in België erkend laboratorium", terwijl in paragraaf 2 sprake is van een "gespecialiseerd en neutraal laboratorium". De terminologie moet eenvormig worden gemaakt.

.../...

Artikel 14

Er is geen reden om van de gewone regel inzake de inwerkingtreding van besluiten af te wijken. Artikel 14 moet dus vervallen.

Slotopmerkingen

1. Streepjes dienen te worden vermeden, omdat bij eventuele wijzigingen moeilijk kan worden onderkend welke bepalingen ze bevatten.

Artikel 1 wordt dus ingedeeld in 1°, 2°, ...

2. De titel van de minister wordt niet vóór het ondertekeningsformulier vermeld, aangezien hij aan het begin van het ministerieel besluit voorkomt. Die titel moet vervallen.

3. De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men bij voorbeeld in artikel 3, 4°, "... en te voorzien in parameters voor ...". In artikel 6, § 1, eerste lid, vervange men de woorden "voorzien" en "verdere modaliteiten" respectievelijk door de woorden "omschreven" en "nadere regels". In het tweede lid van diezelfde paragraaf 1 schrijve men "over te zenden" in plaats van "over te maken". In paragraaf 2 schrijve men "aangewezen" in plaats van "aangeduide"; deze opmerking

.../...

geldt overigens voor het gehele ontwerp. In artikel 8, § 1, schrijve men "en zijn componenten". In paragraaf 3 schrijve men respectievelijk "binnen een maand na" en "genoemd" in plaats van "binnen de maand na" en "geviseerd". In artikel 9, § 2, schrijve men "bepaalde" in plaats van "voorziene". In artikel 11 schrijve men respectievelijk "daartoe bijeengeroepen door de voorzitter" en "beslissend" in plaats van "op uitnodiging van haar voorzitter" en "doorslaggevend". In artikel 13 schrijve men "genomen ter uitvoering van".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

F. DELPEREE,
J. KIRKPATRICK,

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La
note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée et exposée
par M. Y. HOUYET, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. LEFEBVRE, audi-
teur. De nota van het Coördina-
tiebureau werd opgesteld en toe-
gelicht door de H. Y. HOUYET,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS